

RELIGION ET POLITIQUE
Relations, questions et défis
 Rassemblement régional de l'ACAT
 Poitou-Charentes-Limousin
 Barbezieux les 7 et 8 octobre 2023

Du fait de l'effacement des religions dans les sociétés sécularisées, on a pu penser que la question de leur lien avec le politique ne se posait plus.

- Sauf que la sécularisation et la laïcisation, s'accompagnent paradoxalement d'un retour du religieux, sous des formes inédites qui peuvent parfois interroger, voire inquiéter.

Ainsi, apparaissent, dans les religions historiques affaiblies, des replis identitaires, nostalgiques d'un passé révolu, des dérives traditionalistes et intégristes, qui rêvent encore de régenter la société, fournissant quelques bataillons aux partis d'extrême-droite.

Par ailleurs, prolifèrent de nouveaux mouvements religieux ou spirituels, dont les pratiques sectaires portent parfois atteinte à la dignité des personnes, voire à l'ordre public.

Il y a aussi l'implantation de l'islam, dont certaines expressions interrogent la laïcité : signes religieux, exigences alimentaires ou vestimentaires, pratiques rituelles, prescriptions morales, revendications politiques...

- Si on se place à l'échelle du monde, on constate, avec effroi, les atteintes aux droits humains dans les régimes théocratiques de tradition musulmane, notamment en Iran, en Afghanistan.

Le christianisme n'est pas en reste, quand les hiérarques de l'Église orthodoxe russe légitiment les actes de répression et de guerre du régime autoritaire de leur pays.

On peut aussi penser aux courants évangéliques fondamentalistes des USA et du Brésil, qui voudraient imposer leurs croyances ou leurs convictions éthiques à l'ensemble de la société.

- Bref, certains pensaient que Dieu avait disparu de l'horizon de l'humanité, et pourtant on n'a jamais autant parlé de Lui, au plan national et international. Souvent il est vrai de manière négative, voire tragique, quand des attentats terroristes sont commis en son nom.

Tous ces éléments exacerbent la défiance à l'égard des religions et rendent plus que jamais nécessaire de s'interroger sur les relations que peuvent entretenir RELIGION et POLITIQUE.

- Dans un 1^{er} temps, je vais essayer de poser et clarifier les termes de cette problématique.

- Ma 2^{ème} partie sera une interrogation, éclairée par l'histoire, l'actualité, la Bible, la théologie, sur la relation difficile, complexe et inévitable entre le spirituel et le temporel.

- Dans une 3^{ème} et dernière étape, j'envisagerai ce que pourraient être, dans un cadre laïque, les contributions possibles des religions au sein de l'espace public.

1. RELIGION ET POLITIQUE, UNE RELATION DIFFICILE ET COMPLEXE

1.1 BREF ECLAIRAGE HISTORIQUE

La question du rapport entre RELIGION et POLITIQUE a traversé les siècles.

- Pour s'en tenir à l'histoire du christianisme, elle va se poser, avec acuité, dès lors que l'empire romain va tolérer le christianisme, puis l'imposer comme religion officielle sous les empereurs CONSTANTIN et THEODOSE. Les motivations de cette évolution ne sont pas seulement

d'ordre religieux, ni liées ni à l'émergence d'une forme de tolérance. Elles sont, déjà, pour une part, politiques. Il y allait en effet de l'unité et de la paix de l'empire.

- Je prends un autre exemple de cette imbrication entre RELIGION et POLITIQUE, je, dans ma propre tradition protestante.

Quand, au 16^{ème} siècle les Princes allemands se rallient aux idées nouvelles de LUTHER, les motifs sont incontestablement spirituels et théologiques. Mais, dans le contexte géopolitique de l'époque, ils ne sont pas sans arrière-pensées politiques. En effet, ce ralliement à la Réforme protestante constitue pour les Princes, une occasion de contester l'autorité de l'empereur CHARLES QUINT, ainsi que celle du pape et de l'Église romaine qui le soutiennent.

On pourrait multiplier les exemples historiques montrant que POLITIQUE et RELIGION sont toujours liés l'un à l'autre, qu'on le veuille ou non, de manière plus ou moins évidente, et plus ou moins dangereuse.

1.2 PRECISIONS SUR LES TERMES

- Et d'abord le mot POLITIQUE.

Les militants de l'ACAT savent bien que ce mot, et les réalités qu'il recouvre, inquiètent et rebutent souvent les fidèles de nos Églises. Dès que des autorités ecclésiales, ou des chrétiens ou une association chrétienne comme la nôtre, semblent quitter le terrain strictement spirituel pour aborder les questions humanitaires ou sociétales, on dit que c'est de la politique ! Que c'est là un terrain sensible et passionnel, propice aux jugements partisans, aux exclusives, et donc un ferment de division de la communauté.

Il ne faut pas sous-estimer ces questions, ni les considérer comme illégitimes. Sauf à renoncer à sensibiliser les croyants sur ces sujets, en montrant que les religions ne peuvent pas éviter la dimension politique de leur témoignage public, ni donc s'en tenir au silence ou à l'abstention. Car ne rien dire et ne rien faire c'est encore dire et faire. Il est des silences qui en disent long ! En même temps, ces réserves invitent à ne pas réduire la dimension à LA politique, celle des partis, des idéologies partisans, des programmes, des stratégies pour arriver au pouvoir. Ne pas la confondre, donc, avec LE politique.

En effet, POLITIQUE vient étymologiquement du grec *polis*, la cité. LE politique c'est donc tout ce qui concerne les affaires de la cité, la chose publique, les modalités qui permettent de « vivre ensemble » paisiblement dans une société juste. Ce sont, par conséquent, aussi, les institutions de l'État, les services publics, les corps intermédiaires qui y contribuent. Même si LE politique, au sens large ne peut se passer de LA politique au sens partisan, on ne doit pas les confondre. D'une manière générale, quand je parlerai de POLITIQUE, je me référerai au sens premier.

- Et maintenant la RELIGION

Le mot désigne des réalités fort diverses et parfois assez éloignées de celles qu'il recouvre habituellement.

L'étymologie latine du mot RELIGION (*religio*), est controversée. Pour les uns, *il* vient du verbe « relire », pour d'autres du verbe « relier ». Mais, au fond, *relire* et *relier* se conjuguent dans la religion. Elle relie à Dieu, au sacré, à une communauté et, pour cela, il faut sans cesse relire les textes et répéter es rituels reçus d'une tradition. Comprises ainsi, les expressions religieuses dépassent les religions et peuvent s'exprimer dans des domaines considérés comme profanes.

On pense notamment au SPORT avec ses « idoles » et ses « dieux du stade », où les analogies ne manquent pas avec le religieux : le vocabulaire, les chants, les rituels, les symboles, les signes identitaires, l'émotion, la communion.

Ce qui est plus intéressant encore, pour notre problématique, c'est de voir que souvent, le POLITIQUE prend des formes de la RELIGION. Jean BAUBEROT parle même d'une « religion civile », dans une société pourtant laïque. Le « baptême républicain » en est une des expressions symboliques, manifeste !

Mais ce sont aussi, au plan sociétal, les grandes *liturgies* républicaines : le défilé du 14 juillet, les cérémonies au Panthéon, le rituel de la flamme à l'Arc de triomphe, les hommages solennels aux Invalides, les commémorations multiples... Le tout porté par des mécanismes de sacralisation. Le nazisme, le communisme, toutes les dictatures ou régimes autoritaires d'hier et d'aujourd'hui ont toujours bien compris le bénéfice qu'ils pouvaient tirer de ces funestes cultes et célébrations publiques. A savoir témoigner qu'il y a des réalités sacrées, des vérités indiscutables et intouchables, garantes de l'ordre établi et de l'autorité du régime.

Quand le politique prend ainsi ces formes religieuses, il court le risque de tomber dans les mêmes travers que les religions, c'est-à-dire absolutiser leurs convictions et devenir, du coup, facteurs d'intolérance et d'exclusion. Je rappelle que « absolu » vient de *ab solus*, à partir de soi seul.

Ce qui me conduit au 3^{ème} point de cette 1^{ère} partie.

1.3 ES RELIGIONS, FACTEURS D'INTOLERANCE

- On le voit avec les horreurs du terrorisme, les dangers du fanatisme religieux, de l'intégrisme et du communautarisme. Ces réalités nourrissent le sentiment que les religions seraient toujours vecteurs d'exclusion, de violence et d'oppression des consciences. Les situations de souffrances, infligées au nom de Dieu, notamment aux femmes, se multiplient à l'échelle du monde. Dans bien des conflits qui déchirent notre terre, le religieux joue souvent comme un puissant ressort passionnel, légitimant la haine et la violence, même s'il n'en est pas toujours la seule cause, ni la cause première.

- Il, faut alors se demander pourquoi les religions semblent toujours en danger d'intolérance ? Est-ce parce qu'elles ont à faire avec les émotions les plus fortes, parfois les plus archaïques : la peur et l'espoir, l'amour et la haine, le pur et l'impur ? Est-ce parce qu'elles fondent leurs convictions dans l'absolu d'une vérité révélé ou d'un monde sacré ? Paul RICŒUR disait : « *C'est du fond même d'une conviction forte qu'il y a péril de violence* ». Est-ce parce que les religions comportent une part importante d'émotionnel échappant donc au travail de la raison ? En tout cas, tout se passe comme si les religions recélaient en germe, et mêlé aux richesses dont elles sont porteuses, un péril de violence faite à l'autre (l'incroyant, le mal croyant, l'hérétique).

- Il importe que les croyants n'occultent pas ces questions et ces constats douloureux, ni ne s'en exonèrent aux motifs que ces sont là des « *pathologies de la croyance* » (pour reprendre l'expression d'Olivier ROY) qui n'ont rien à voir avec leur foi et leurs convictions profondes. Certes, il ne faut pas faire d'amalgame entre les religions et leurs déviances. Notamment en ce moment, il faut veiller à ce que les attentats islamistes, les revendications communautaristes, les processus de radicalisation, n'alimentent l'islamophobie. Mais en même temps chaque religion doit s'interroger sur les extrémismes qu'elle génère ou qu'elle a pu générer.

- Ainsi dans un livre paru début 2016, s'intitulé *Un silence religieux*, Jean BIRNBAUM rappelait que si les causes du fanatisme ne sont pas que religieuses, elles le sont aussi. On se trompe donc quand on dit que les attentats n'ont rien à voir avec une religion.¹ « Autant il est odieux, écrit-il, de réduire l'islam à ses perversions sanglantes, autant il est absurde d'affirmer que ces perversions n'ont "rien à voir" avec la tradition musulmane et son devenir contemporain »²

Cette analyse, évidemment, ne concerne pas que l'islam et, en la matière, chaque religion doit « balayer devant sa porte ». Ainsi les chrétiens ne peuvent s'exonérer des horreurs de leurs propres intolérances ou fanatismes d'aujourd'hui. Pas plus qu'ils ne peuvent dédouaner les Églises de leurs errements historiques, comme les Croisades, l'Inquisition et tant d'autres persécutions, au motif qu'elles n'auraient rien à voir avec leur foi.

Comment alors ne pas séparer, sans pour autant les confondre, RELIGION et POLITIQUE ?

2. ARTICULER RELIGION ET POLITIQUE

2.1 UNE IMBRICATION INEVITABLE

Toujours avec Jean BIRNBAUM, je veux souligner l'imbrication inévitable de RELIGION et POLITIQUE. S'appuyant sur l'actualité, il montre de façon convaincante, que si on est souvent si désarmée pour comprendre, et donc affronter, le phénomène de la violence religieuse, notamment dans les pays laïques, c'est justement parce que l'on ne voit pas, ou que l'on refuse de voir, la dimension politique de la religion, ni percevoir l'éventuelle dimension religieuse du politique. Dans un contexte de modernité, la RELIGION est trop souvent perçue comme un reste de croyances archaïques, appelées à disparaître, dont on ne perçoit pas le rôle qu'elle est susceptible de jouer dans la société, ni le pouvoir de mobilisation qu'elle conserve pour le meilleur et pour le pire.

Cette méconnaissance fait alors le jeu des extrémismes qui, eux, savent parfaitement instrumentaliser la religion à des fins politiques. C'est pourquoi, quand on ne sait plus faire une place aux religions dans l'espace public pour y vivre leur culte et leur foi dignement et au grand jour, quand on les contraint à l'obscurité, c'est alors qu'on les jette dans les bras de l'obscurantisme.

Il ne faut donc ni évacuer le religieux du champ politique, ni le confondre avec lui, mais il faut les ARTICULER pour donner à chacun ses domaines et sa place. Voici ce qu'écrit Jean BIRNBAUM : « C'est en niant leur existence respective, qu'on risque de sombrer dans une violente indistinction : qui veut séparer le politique et le théologique doit d'abord mener, à leur égard un travail de vigilante réarticulation. »³

C'est à cette articulation que nous encourageons les éclairages bibliques et théologiques que je veux partager maintenant avec vous. Pour le chrétien, RELIGION et POLITIQUE, spirituel et temporel, ne devraient jamais être confondus ni séparés, mais distingués et articulés sur le mode d'une tension, parfois douloureuse pour le croyant.

¹ Les hommes qui ont commis ces crimes « n'ont rien à voir avec la religion musulmane », affirmait François Hollande. « On ne le répétera jamais assez, ça n'a rien à voir avec l'islam », insistait Laurent Fabius.

Jean BIRNBAUM, *Un silence religieux*, Paris, Le Seuil, 2016, p.13.

² Jean BIRNBAUM, *Un silence religieux*, Paris, Le Seuil, 2016, p. 62.

³ Jean BIRNBAUM, *Un silence religieux*, Paris, Le Seuil, 2016, p.232.

2.2 PISTES BIBLIQUES

Les *Écritures* sont déjà traversées de *deux courants*, apparemment contradictoires, quant au rapport aux réalités du monde, notamment aux pouvoirs politiques.

- Il y a d'abord le courant de la méfiance et donc de la vigilance à l'égard des puissances de ce monde. Car la foi libère le croyant de toute forme d'absolutisation des instances temporelles. Ainsi, quand Jésus dit qu'il faut « *rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu* » (Mc 12, 17), il indique précisément que César n'est pas dieu.

Et quand César se fait dieu, quand les humains ont tendance à sacraliser le pouvoir politique ou religieux (on a vu que c'était possible et dangereux), on trouve toujours dans la Bible une parole critique qui en interroge la légitimité. On pense aux prophètes du Premier Testament, interpellant vigoureusement les rois, parfois au risque de leur vie. Et bien sûr à Jésus qui sera crucifié pour avoir défié les chefs religieux d son temps.

- Mais il y a aussi dans la Bible une reconnaissance de la légitimité des autorités humaines, impliquant respect et obéissance à leur égard. Ainsi l'apôtre Paul écrit « *que tout homme soit soumis aux autorités qui exercent le pouvoir, car il n'y a d'autorité que par Dieu et celles qui existent sont établies par lui...* » (Rm 13, 1-7). La 1^{ère} épître à Timothée ajoute à l'idée de respect, celle de la prière pour les autorités, afin qu'elles remplissent bien leur tâche qui est de permettre à tous, donc aussi aux chrétiens, de mener « *une vie calme et paisible en toute piété et dignité.* » (2, 1-2)

- D'autres textes montreraient que, de toute façon, ni les croyants, ni les Églises, ne peuvent échapper au POLITIQUE, au sens large et étymologique. Jean JAURES avait bien vu ce lien quand il écrivait à propos de LUTHER « *Celui qui renouvelle le ciel, rénove la terre* ». ⁴ Parce que la foi chrétienne est foi en un Dieu qui, en Jésus-Christ, s'est incarné dans l'histoire, la Parole qu'il adresse au croyant concerne sa vie tout entière et l'être humain dans toutes ses dimensions. L'irruption de l'Évangile dans des vies personnelles, l'événement de la foi ou du salut ont forcément des conséquences dans le domaine public et même des effets politiques (On peut relire dans ce sens Actes 16, 16-39 et 18, 21 à 19, 40). D'autant que le croyant est appelé par Dieu lui-même à en témoigner publiquement. Par conséquent, faire de la foi une affaire privée reviendrait à priver le monde de la bonne nouvelle.

Dans cette perspective biblique, le chrétien est appelé à assumer une *double citoyenneté*.

2.3 UNE DOUBLE CITOYENNETE

- Il est citoyen de ce monde, qu'il est appelé à construire. Sa participation à la vie de la société est une des modalités de la *mission* que Dieu lui confie. Du fait de cette *citoyenneté séculière*, le chrétien se sait responsable de l'espace public, de sa définition, de son aménagement, de son maintien. Les Églises ne doivent certes pas prétendre imposer leurs vues, ni d'éventuels programmes aux responsables de la société. Mais elles ont à les encourager dans leur mission de façon constructive, leur en rappeler l'importance et la noblesse, prier pour eux. Également accompagner ceux de leurs membres qui ont choisi cet engagement comme service de la communauté humaine.

⁴ Cité par Marc LIENHARD, *Martin Luther. Un temps, une vie, un message*, Paris/Genève, Le Centurion/Labor et Fides, 1983, p.448.

- Mais par ailleurs, et fondamentalement, les chrétiens sont *citoyens du Royaume*. Ils sont « *des étrangers et des gens de passage sur la terre* » (Heb 11, 13). Ce qui les rend libres à l'égard des réalités de ce monde, dont ils savent qu'ils ne peuvent tout attendre et en tout cas pas le sens ultime de leur existence. C'est pourquoi, s'ils ont vocation à nourrir le débat sociétal de manière constructive, ils ont aussi à y introduire du « jeu », à apporter des questionnements critiques dans la vie citoyenne, afin que le pouvoir temporel ne se pose pas comme un absolu incontestable.
- Cette double citoyenneté dessine le visage d'une forme de laïcité, dont bien des penseurs, et pas seulement des théologiens, ont vu, à juste titre, les prémices dans la Bible qui témoigne en effet d'une désacralisation de l'univers. Ainsi Marcel GAUCHET considère qu'elle a été une des sources du grand mouvement de laïcisation qui caractérise la modernité. Ce qu'il a appelé, à la suite de Max WEBER, le « désenchantement du monde ». ⁵ Désormais le monde échappe à l'emprise des religions.

2.4 L'INDISPENSABLE LAÏCITE

- On ne saurait réduire la notion de laïcité à la seule situation spécifique de la France. En effet, ce mot désigne plus largement la fin du pouvoir des religions sur les individus et sur la société. C'est-à-dire l'avènement d'un espace public autonome, organisé selon les seules logiques séculières. La laïcité est le fruit d'un processus historique au cours duquel les sphères politique, juridique, scolaire, médicale... se sont peu à peu émancipées de la religion.

Cette libération à l'égard des tutelles religieuses a débouché, au cours de l'histoire, sur des dispositifs législatifs divers, propres à chaque nation. En France, pour des raisons historiques, la laïcité s'est constituée de manière particulièrement conflictuelle avec le catholicisme de l'époque. Du coup elle est parfois comprise, à tort, comme une idéologie anticléricale et antireligieuse, souvent invoquée pour refuser toute expression publique des religions dans la société.

Or, même dans notre pays, si on s'en tient aux textes fondateurs, la laïcité n'est en rien hostile à des contributions possibles des religions dans l'espace public. Car si l'État est laïque, la société et son espace public ne le sont pas. Les religions ont donc la possibilité de s'y exprimer.

- Compte tenu des convictions bibliques et théologiques développées, je considère, personnellement, comme chrétien, que la laïcité, au sens large, constitue un modèle pertinent de relation entre RELIGION et POLITIQUE. Elle permet de distinguer les deux domaines sans les séparer totalement, tout en évitant leur dangereuse confusion. La laïcité articule, de manière féconde, le spirituel et le temporel, tout en garantissant la liberté du croyant et l'autonomie du politique.

- En assurant la neutralité de l'État et de ses services publics, la laïcité protège la société des tentations hégémoniques, voire théocratiques des religions. Du coup, elle contribue à les protéger de leurs éventuelles dérives d'intolérance. Elle leur garantit également la non-ingérence de l'État dans leurs convictions spirituelles ou théologiques.

La laïcité est un dispositif de liberté. Elle introduit et maintient, dans la société, la liberté de conscience, la liberté de culte, la liberté de croire ou de ne pas croire, la liberté d'avoir ou pas une religion, la liberté d'en changer.

⁵ Marcel GAUCHET, *Le désenchantement du monde*, Paris : Gallimard, 1985.

- Les religions, quant à elles, respectent les autorités civiles et même soutiennent leurs actions, dans la mesure où elles participent du service du prochain, notamment des plus faibles. Elles ne doivent pas chercher à imposer au monde leurs convictions, ni dominer l'ordre temporel au nom de leur foi. Par contre, dans le respect de ce cadre laïque, elles ont la liberté d'exprimer publiquement leurs croyances et leurs points de vue. Leur participation à la vitalité de l'espace public est non seulement légitime mais nécessaire.

C'est ce que je voudrais montrer dans ma 3^{ème} et dernière partie en envisageant ce que pourraient être les contributions des religions au « vivre ensemble » de la société.

3. CONTRIBUTIONS POSSIBLES DES RELIGIONS DANS L'ESPACE PUBLIC

Cette notion d'« ESPACE PUBLIC », conceptualisée par un penseur allemand, Jürgen HABERMAS ⁶, me semble particulièrement féconde pour comprendre la manière dont les religions peuvent y trouver place, dans le respect d'un cadre laïque. Et ainsi contribuer à enrichir la démocratie représentative de délégation, aujourd'hui bien essoufflée, par une démocratie de la délibération. Dans un livre récent, un autre penseur allemand, Hartmut Rosa, explique *Pourquoi la démocratie a besoin de la religion*. ⁷

Cet espace public c'est la place publique d'antan, c'est le lieu du débat, dans lequel tous les individus, les familles de pensée, les religions ont leur place. Il permet l'expression et la confrontation de convictions diverses. Mais c'est aussi le lieu de la délibération où, par-delà les points de vue particuliers, une société élabore ses références communes, les compromis qui permettent de vivre ensemble. Les interventions des religions dans l'espace public, c'est-à-dire dans LE POLITIQUE, au sens large, peuvent concerner plusieurs champs de préoccupations.

Je voudrais en souligner quatre.

3.1 LA VIGILANCE PROPHETIQUE

J'ai déjà évoqué le rôle du prophète dans la tradition biblique. Le prophète n'est pas un prédicteur qui dessine l'avenir, c'est un prédicateur qui dit une Parole de Dieu pour le temps présent. Ce qui peut bousculer les pouvoirs et les idoles de ce monde. C'est au fond un lanceur d'alerte.

- Le rôle prophétique des religions consiste donc à manifester, en paroles et en actes, une vigilance, voire une résistance, quand la personne humaine est menacée, quand sa dignité est bafouée, quand la vie du monde est en danger, quand la liberté de conscience ou de croire est remise en cause. Les croyants et les religions ont ici un rôle de sentinelle citoyenne. Un rôle de vigilance qui doit s'exercer au quotidien, dès que commence à se mettre en place un processus de violence. Avant même que deviennent évidents des traitements cruels, inhumains et dégradants. Avant que n'adviennent leurs formes ultimes que sont la torture et la mort.
- Cette vocation prophétique implique une loyauté, mais une « loyauté critique » à l'égard du politique. Elle peut même aller jusqu'à la « désobéissance civile non-violente », le délit de solidarité, la résistance spirituelle. Ce qui n'est pas sans risques, ni débats, à la fois extérieurs avec le politique et ses lois, mais aussi intérieurs avec sa conscience et ses convictions spirituelles.

⁶ Jürgen HABERMAS, *L'espace public*, Paris, Payot, 1993, (1962, Marc-B. DE LAUNAY, trad.).

⁷ Hartmut ROSA, *Pourquoi la démocratie a besoin de la religion*, Paris, La Découverte, 2023

C'est à cette vigilance prophétique que Paolo RICCA appelait l'ACAT lors du colloque de 2002⁸, c'est là une de ses façons spécifiques d'intervenir dans le champ politique. Non pas entrer dans des débats idéologiques partisans ou des rapports de force avec les pouvoirs. Mais se laisser toucher, jusqu'à l'indignation, par la souffrance d'un être singulier. Être, comme Jésus « *ému de compassion* » (Mt 14,14) et résister aux forces du mal, chaque fois qu'un être humain, toujours unique devant Dieu, est déshumanisé par les violences.

Mais le prophète n'est pas seulement celui qui parle, c'est aussi celui qui agit au service concret du prochain. La prophétie est une action et un combat.

3.2 LE SERVICE CONCRET DU PROCHAIN

Cette cohérence entre le *dire* et le *faire* est ressentie comme gage de *crédibilité*. On connaît le reproche, tant de fois entendu à propos des croyants et des religions, « *ils disent et ne font pas* » !,

- L'intervention des religions se situe donc aussi dans le champ diaconal et caritatif. Cela concerne les lieux de blessures et de fractures de la société. Notamment ceux que l'État, et ses services publics, ont oublié ou déserté. Les religions, ensemble ou séparément, peuvent y développer l'accueil, le soutien, l'entraide, la solidarité, pour faire face, souvent dans l'urgence et de manière provisoire, aux nouvelles formes de pauvreté, d'injustice, de marginalisation, d'exclusion. Travailler à recréer du lien, du sens, de la solidarité au cœur de la cité, notamment auprès des plus fragilisés.

- D'autant que derrière les sollicitations matérielles se cachent aussi souvent des blessures psychiques, des besoins affectifs, des quêtes spirituelles, des attentes de reconnaissance, où chacun aspire à être accueilli tel qu'il est. En particulier face à la montée des peurs qui font le lit des extrémismes racistes et xénophobes, les religions peuvent offrir, au cœur de la cité, des lieux ouverts à tous, pour des relations de proximité, où les questions et les inquiétudes de chacun peuvent être nommées et partagées.

- Dans une société où beaucoup vivent l'exclusion et la désaffiliation, les religions pourraient être ainsi des communautés d'apprentissage où l'on apprend à vivre avec les autres, c'est-à-dire à respecter l'autre dans sa singularité tout en gardant le souci de la visée commune. Cela passe par un travail pédagogique auprès des jeunes, dans les réseaux de catéchèse des religions. Mais aussi un travail de sensibilisation et de formation auprès des fidèles.

Ce souci de formation, d'éducation, de débat, d'apprentissage de l'esprit critique, requiert, de la part des religions, de puiser, dans les *ressources* dont elles sont porteuses, de quoi lutter contre toutes les formes d'intolérance, de fanatisme, de violence, d'exclusion.

3.3 LA REFLEXION THEOLOGIQUE

Ce qui implique, c'est ma 3^{ème} piste, de penser ce que l'on croit, de mettre de la théologie au cœur de la culture, en dialogue avec elle et les savoirs contemporains, en acceptant le défi de l'interpellation réciproque. Articuler ainsi l'acte de *croire* et de comprendre permet d'endiguer,

⁸ Paolo RICCA, « Le rôle prophétique de l'ACAT aujourd'hui », *Revue d'éthique et de théologie morale*, n°223, Décembre 2002, 51

au sein des religions, les poussées d'émotionnel et d'irrationnel facteurs d'intolérance. Il s'agit, pour les religions, de résister à ce qu'Olivier ROY appelle la « *sainte ignorance* »⁹, en mettant en œuvre une approche critique du fait religieux en général, mais aussi de leurs propres systèmes de convictions, de leurs formulations doctrinales, de leurs lectures des textes fondateurs (y compris pour les chrétiens de la Bible), de leurs rites et pratiques communautaires, de l'exercice de l'autorité en leur sein.

Il y a là tout un travail à mener et il serait significatif que les religions le fassent ensemble, dans le cadre des dialogues interreligieux. D'abord en vue d'une découverte mutuelle, afin de déconstruire les peurs qui s'enracinent souvent dans l'ignorance de l'autre différent. Mais ces dialogues interreligieux peuvent aussi permettre aux religions une relecture commune de leurs mémoires, de leurs histoires afin d'y débusquer les germes d'intolérance et de violence. Et ainsi conjurer les risques de dérives fondamentaliste, fanatique ou sectaire. « Balayer devant sa porte », ai-je déjà dit, et même à l'intérieur de nos maisons, contribuerait à lever la défiance à l'égard des religions et à rendre crédible leur témoignage.

J'en viens à la dernière contribution possible des religions, qui est au fond la plus spécifique et qui éclaire les précédentes.

3.4 TMOIGNER DE LA DIMENSION SPIRITUELLE DE L'HUMAIN

La spiritualité c'est, étymologiquement, le travail de l'esprit, c'est-à-dire ce qui, littéralement, donne du souffle et du sens. Ce qui permet à chacun de penser son existence, de comprendre et éventuellement transformer son rapport aux autres et au monde. La spiritualité atteste que la vie humaine ne consiste pas seulement à s'adapter ou se conformer ou se résigner à la réalité telle qu'elle est. Elle est cette capacité de dépassement qui brise les enfermements, résiste aux fatalités, suscite d'autres possibles et ouvre l'individu aux autres, éventuellement à un Autre et en tout cas à de l'autre à venir.

Ainsi comprise, on peut considérer que la spiritualité est une dimension constitutive de l'humain que même des agnostiques revendiquent. Je pense à COMTE SPONVILLE Je pense aussi à Hartmut ROSA, déjà cité, qui considère que la spiritualité c'est l'écoute d'une altérité susceptible de redonner du souffle à une vie ou une société essouffées.

Certes, cette dimension n'est pas forcément prise en charge par tout être humain. Elle peut être réduite à fort peu de chose, voire aliénée et l'homme avec elle. Mais elle existe pourtant toujours, même réduite ou refoulée.

On peut se demander si ce n'est pas ce qui se passe aujourd'hui, en tout cas dans nos sociétés sécularisées. On peut alors consonner avec Abdennour BIDAR, quand il considère que « l'absence de spirituel » est le problème de nos sociétés et que notre crise majeure, est d'abord *une crise spirituelle*. « *Je ne pense pas, écrit-il, qu'on puisse, dans une existence humaine – personnelle ou collective –, faire l'économie du spirituel.* »¹⁰

N'est-ce pas, alors, cet effacement de la spiritualité qui explique les réactions de peur, d'effolement, de repli sur soi, de ressentiment, de colères, de détresse psychologique, face aux difficultés et aux crises que nous traversons. Car l'effacement de la spiritualité pourrait bien signifier l'affaiblissement de notre capacité de résistance et de résilience face à l'adversité ?

⁹ Olivier ROY, *La sainte ignorance : le temps de la religion sans culture*, (La couleur des idées), Paris, Le Seuil, 2008.

¹⁰ Abdennour BIDAR, *Le Monde des religions*, Janvier 2021

Une société peut-elle alors se passer durablement de spiritualité, cette dimension structurante de l'humain, cette force intérieure qui permet de tenir debout quand tout vacille, à l'extérieur. On voit ici la portée politique du spirituel comme capacité de résistance mais aussi la dimension spirituelle du politique qui ne saurait perdre de vue la question des finalités, du sens et la visée d'un « à venir » possible pour l'être humain. C'est dire que l'absence de spiritualité est en fait une maladie de l'espérance pour une société ou des individus qui n'attendraient plus rien. Or les religions, sauf à passer à côté de leur vocation, ont bien pour mission essentielle d'être les témoins d'une espérance contagieuse.

CONCLUSION

Pour conclure et résumer brièvement mon propos, je dirai que le lien entre RELIGION et POLITIQUE est inévitable, complexe, difficile, dangereux parfois. C'est pourquoi il est sujet à des réajustements permanents. La RELIGION a inévitablement une dimension POLITIQUE que le POLITIQUE a ne saurait méconnaître.

Ainsi, RELIGION et POLITIQUE ne doivent jamais être ni confondus, ni totalement séparés. Il faut les distinguer et sans cesse les articuler, les réarticuler, de sorte que chacun remplisse son rôle dans un respect mutuel. La laïcité moderne est un cadre nécessaire et fécond pour cela auquel les chrétiens, pour leur part, peuvent souscrire. Dans ce cadre, les religions contribuent à la vitalité de l'espace public et à la vie sociale sans prétendre dominer la société, ni se substituer au politique.

Dans cette démarche, elles pourraient avoir pour viatique ces mots de Paul RICŒUR sur lesquels je termine : : « *Si vraiment les religions doivent survivre, il leur faudra renoncer à toute espèce de pouvoir autre que celui d'une parole désarmée et faire prévaloir la compassion sur la raideur doctrinale...* »¹¹

Pasteur Michel BERTRAND

¹¹ Paul RICŒUR, cité par Jean DANIEL, *Dieu est-il fanatique ?*, Paris, Arléa, 1996, p.9.